

Réponse de RTE à la consultation publique de la CRE n°2024-17 juillet du 16 septembre 2024 relative à l'encadrement du processus d'instruction des demandes d'autorisation de RTE à dimensionner des ouvrages pour offrir une capacité de raccordement supérieure à la capacité nécessaire au seul raccordement d'une installation de consommation

Résumé exécutif

RTE remercie la CRE pour l'opportunité donnée de s'exprimer en amont de la fixation des modalités d'encadrement des demandes de dimensionnement d'ouvrages pour offrir une capacité de raccordement supérieure à la capacité nécessaire au raccordement d'une seule installation de consommation.

RTE est favorable à la mise en place du dispositif de mutualisation, qui permettra de mettre en œuvre des solutions de réseau plus efficaces d'un point de vue technique, économique et environnemental dans les zones où se concentrent les besoins en électrification.

En application des articles L. 342-2 et L. 342-18 du code de l'énergie, ce dispositif a vocation à être mis en œuvre dans les zones où RTE a reçu des demandes ou a connaissance de plusieurs projets de raccordement ou d'augmentation de puissance d'installations de consommation ou d'ouvrages de réseaux publics de distribution, sur autorisation de la CRE.

L'encadrement de ce dispositif proposé par la CRE permettra de réserver aux besoins en consommation les ouvrages mutualisés jusqu'à dix ans après leur mise en service, ainsi que de réviser la quote-part quand cela s'avèrera nécessaire, pour s'adapter à une évolution du gisement ou des coûts.

À la suite de cette consultation publique de la CRE et de la délibération cadre qui en découlera, RTE organisera une concertation pour faire évoluer ses procédures et contrats de raccordement afin d'y intégrer les adaptations nécessaires à la bonne mise en œuvre du dispositif de mutualisation.

Question 1 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur le périmètre des bénéficiaires du dispositif de mutualisation ?

RTE est favorable à la proposition de la CRE, qui considère que les seules installations de consommation à raccorder au RPT, ou ouvrages de réseaux publics de distribution, peuvent être bénéficiaires du dispositif d'anticipation et mutualisation, dès lors que la capacité de raccordement offerte par l'ensemble d'ouvrages mutualisés est nécessaire à leur alimentation.

RTE considère cependant qu'en accord avec les articles L.342-18 et D.342-27 du code de l'énergie, le périmètre d'application du dispositif de mutualisation n'est pas restreint aux seules nouvelles installations, mais comprend l'ensemble des demandes de raccordement des installations de consommation et ouvrages du RPD, ce qui inclut aussi

les demandes d'augmentation de la puissance de raccordement en soutirage pour ces installations quand elles sont existantes et raccordées au RPT.

Question 2 : Êtes-vous favorable au traitement proposé pour les sites mixtes ?

RTE est favorable à la proposition de la CRE pour le traitement des sites mixtes. Cette proposition, cohérente avec ce qui est fait pour les sites hybrides dans le cadre des S3REnR, permet aux installations de consommation présentes sur des sites mixtes de bénéficier du dispositif de mutualisation.

Si ces mêmes installations mixtes comportent des installations EnR, alors elles seront redevables d'une part de la quote-part liée au dispositif d'anticipation et de mutualisation sur la base de la Pracc soutirage et d'autre part de la quote-part S3REnR de la région concernée sur la base de leur Pracc injection.

Question 3 : Êtes-vous favorable aux critères de déclenchement d'une anticipation/mutualisation (saturation d'une zone et multiplicité des demandes) ? en voyez-vous d'autres ?

En l'absence de définition donnée au critère de « saturation d'une zone », RTE n'est pas en mesure de se prononcer sur la pertinence de ce dernier.

RTE considère que l'étude d'une solution mutualisée peut être pertinente dès qu'il a connaissance de plusieurs projets de raccordement ou d'augmentation de puissance en soutirage dans une zone, et qu'il n'est pas possible de répondre à l'ensemble de ces demandes sans travaux significatifs. En outre, et comme cela découle d'ailleurs des termes de l'alinéa 1^{er} de l'article L.342-2 du code de l'énergie, il pourrait être envisagé de déclencher une anticipation / mutualisation dans des zones où il reste de la capacité d'accueil disponible (zones que l'on pourrait par conséquent considérer comme « non saturées ») mais où une solution mutualisée apparaît néanmoins davantage pertinente d'un point de vue technique, économique et environnemental, par rapport à un ensemble de réponses unitaires à chaque demande.

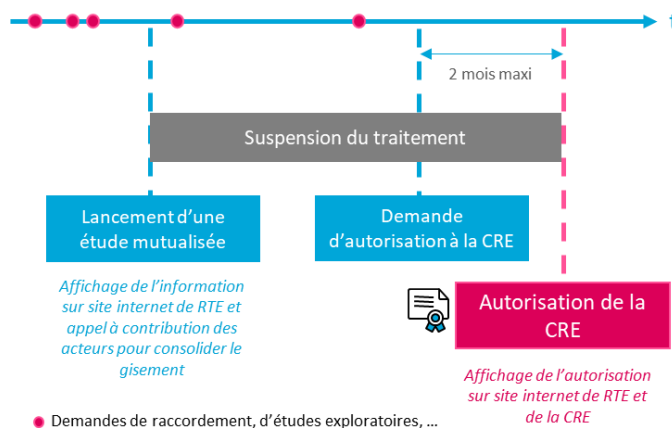
Par ailleurs, RTE considère que dès lors qu'une solution mutualisée est à l'étude dans une zone, le traitement des demandes de raccordement, d'études exploratoires et études d'insertion dans la zone, qui sont susceptibles de voir leur solution technique modifiées par la solution mutualisée, doit être suspendu. Cette suspension devrait courir jusqu'à ce que RTE décide d'abandonner la possibilité d'une mutualisation sur la zone, ou si une demande d'autorisation est faite à la CRE, jusqu'à la décision de cette dernière.

Pour objectiver le déclenchement de la saisine de la CRE pour demander l'autorisation de mutualisation, RTE est favorable au critère proposé par la CRE : réception d'une demande de raccordement ou d'augmentation de puissance sur le réseau public de transport d'une installation de consommation.

RTE considère cependant que la réception d'une demande d'augmentation de puissance en soutirage d'un réseau public de distribution pourrait aussi être un critère de déclenchement d'une anticipation/mutualisation, dès lors qu'il a connaissance d'autres projets dans la zone.

En synthèse, RTE propose que le déclenchement d'une mutualisation suive la chronologie suivante :

- A l'initiative de RTE, dès qu'il le juge pertinent au regard des projets dont il a connaissance, lancement d'une étude de mutualisation, ce qui a pour effet d'entraîner la suspension des éventuelles demandes en soutirage dans la zone concernée, qu'il s'agisse de demandes de raccordement, études exploratoires ou études d'insertion.
- Si cette étude se révèle favorable, et sous réserve d'avoir reçu une demande de raccordement dans la zone, RTE saisit la CRE pour demander l'autorisation de mutualisation.
- Si cette étude ne démontre pas l'intérêt d'une mutualisation, RTE reprend l'instruction des éventuelles demandes suspendues avec des solutions individuelles.



Question 4 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE de définition des besoins et des travaux associés dans une zone de mutualisation ?

RTE est favorable à ce que :

- La zone de mutualisation soit clairement définie, et constituée de la liste des postes électriques qui bénéficieront de la capacité apportée par les ouvrages mutualisés. La quote-part sera exigée à tous les clients se raccordant sur un poste de la liste ou entre deux postes de la liste (= en coupure ou en piquage) ou sur une liaison d'alimentation d'un poste de la liste.
- Le gisement de besoins en consommation dans la zone soit évalué en lien avec les acteurs nationaux et locaux, et en s'appuyant sur les demandes de raccordement, études exploratoires et études d'insertion, ainsi que par une vision prospective des besoins de consommations anticipés dans la zone.
- La solution mutualisée proposée soit celle qui permette de répondre à l'ensemble des besoins identifiés, en optimisant les travaux, les coûts et délais estimatifs associés.
- La solution mutualisée constitue, dès qu'elle est autorisée par la CRE, l'opération de référence pour répondre aux demandes de raccordement en soutirage d'installations de consommation ou de réseaux publics de distribution reçus et qui seront reçus sur la zone.
- Il reste possible à RTE de mettre en œuvre une stratégie de développement du réseau qui réponde à d'autres finalités que le seul raccordement de la consommation dans la zone. Le cas échéant, les éventuels surcoûts et capacité supplémentaire apportés par cette stratégie par rapport à la solution juste nécessaire et suffisante pour répondre aux besoins de consommation ne seront pas pris en compte dans le calcul de la quote-part.

Question 5 : Êtes-vous favorables aux propositions de la CRE concernant les éléments constitutifs du dossier de demande d'autorisation à transmettre par RTE ?

RTE est favorable aux éléments proposés par la CRE pour la constitution du dossier de demande d'autorisation. Concernant les facteurs de risques identifiés sur les coûts prévisionnels, RTE remarque cependant que l'absence d'un risque dans le dossier ne doit pas constituer un motif de refus ultérieur d'une évolution de quote-part liée à la survenue de ce risque.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la durée pendant laquelle la quote-part est exigible définie par la CRE ?

Oui, RTE est favorable à ce que la quote-part soit exigible jusqu'à dix ans après la mise en service du dernier des ouvrages de l'ensemble des ouvrages mutualisés autorisés, et donc que la capacité créée par ces ouvrages soit réservée aux installations de consommations ou aux ouvrages du RPD pendant cette même durée.

Question 7 : Êtes-vous favorable aux modalités de plafonnement de la quote-part envisagées par la CRE ?

RTE est favorable à ce que la quote-part soit plafonnée pour les utilisateurs raccordés en HTB1, dès que les ouvrages mutualisés comprennent des ouvrages HTB3 ou de transformation HTB2/HTB3. En effet, ce plafonnement apparaît nécessaire pour limiter les coûts de raccordement en HTB1, qui pourraient sinon dépasser largement les coûts



habituellement facturés aux utilisateurs HTB1 et feraient de la mutualisation une solution financièrement pénalisante par rapport à un raccordement individuel standard.

RTE considère cependant que les modalités de plafonnement proposées par la CRE ne permettront pas toujours de limiter suffisamment les coûts pour les utilisateurs HTB1, en particulier quand les ouvrages mutualisés comprennent principalement des ouvrages HTB2

Question 8 : Êtes-vous favorable aux modalités d'actualisation de la quote-part envisagées par la CRE ?

Oui, RTE est favorable à une actualisation annuelle de la quote-part suivant l'index TP12a, de manière similaire à ce qui est fait pour les S3REnR.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux modalités de révision de la quote-part envisagées par la CRE ?

L'identification de la solution mutualisée reposant entre autres sur une évaluation prospective du gisement de consommation attendu, il est indispensable de pouvoir la réviser dans les cas où la réalité des demandes se révélerait différente de l'évaluation initiale. Le raisonnement est identique pour les cas où les demandes de PTF ou d'étude exploratoires seraient finalement abandonnées par le client.

De même, la quote-part étant initialement évaluée à partir d'une estimation prévisionnelle du coût des études et des travaux en phase d'avant-projet, il est indispensable de pouvoir la réviser pour qu'elle reste cohérente avec le coût réel des études et travaux. Cependant, pour donner de la visibilité aux acteurs et limiter le risque financier pris par les demandeurs, il est aussi nécessaire d'encadrer les possibilités de révision de la quote-part.

RTE est favorable à la proposition de la CRE de pouvoir modifier la quote-part dans une marge de 15% sans solliciter une nouvelle autorisation de la CRE et sans limite de cas. Cette proposition est cohérente avec le cadre contractuel de raccordement existant, permettant une évolution à la hausse de 15% du coût de raccordement entre la PTF et la convention de raccordement. RTE informera le cas échéant les utilisateurs des raisons de cette évolution.

RTE est aussi favorable à ce qu'au-delà de ce seuil, les évolutions de quote-part ne soient possibles que dans des cas bien identifiés tels que proposés par la CRE, et nécessitent une autorisation de la CRE. Cela permettra de limiter le risque financier pris par les premiers demandeurs.

RTE est favorable à ce que les ajustements et révisions de quote-part ne s'appliquent qu'aux clients n'ayant pas encore signé leur convention de raccordement, à la fois sur les prochaines échéances de paiement de la quote-part et sur les échéances déjà perçues.

Par ailleurs, RTE souhaite mentionner que, dans la mesure où RTE rencontre un des cas mentionnés par la CRE dans sa consultation, il est possible que les délais de mise en œuvre des ouvrages de raccordement soient également impactés (au-delà des coûts). RTE sera donc susceptible de réviser contractuellement le délai de raccordement s'il rencontre l'une de ces situations dont la responsabilité est extérieure à RTE.

Enfin, RTE propose que lorsqu'une révision est à l'étude, qui aurait pour effet de modifier la consistance des ouvrages mutualisés, il puisse suspendre le traitement des demandes de raccordement, études exploratoires et études d'insertion dans la zone, qui sont susceptibles de voir leur solution technique modifiée par la révision.

Question 10 : Identifiez-vous d'autres cas de révision de la quote-part autres que ceux envisagés par la CRE à ce stade ?

RTE identifie un autre cas qui pourrait nécessiter de modifier les ouvrages mutualisés, et donc de réviser la quote-part :

- La capacité physique de raccordement (nombre de cellules) de la structure mutualisée est saturée (par exemple à la suite de l'arrivée de stockeurs ou de producteurs, d'un nombre important de clients de faible puissance, d'un nombre important de clients souhaitant des alimentations complémentaires ou de secours, ou encore à l'installation de moyens de compensation du réactif), même si la capacité de raccordement offerte (en MW) ne l'est pas.

Par ailleurs, il est possible qu'une évolution forte des demandes ou du gisement à la baisse provoque une annulation du besoin de réaliser un ensemble d'ouvrages mutualisés. Cette situation ne devrait pas se rencontrer régulièrement mais compte-tenu de l'incertitude de l'avenir de certaines filières, il convient néanmoins d'en définir les modalités de traitement. Dans ce cas, RTE pourrait solliciter la CRE pour une demande de retrait d'autorisation, puis reprendre l'instruction des éventuelles demandes de raccordement ou PTF concernées en cours sur la base de solutions



individuelles (il pourrait s'agir à la fois de PTF d'installations de consommation ou ouvrages du RPD, ou d'installations de stockage ou de production s'appuyant sur la structure mutualisée).

Question 11 : Êtes-vous favorables au processus de validation et de déclenchement des investissements dans les zones de mutualisation envisagées par la CRE ?

RTE est favorable à l'établissement d'un délai maximal après l'autorisation de la CRE pour répondre aux demandes de raccordement, d'études exploratoires et d'études d'insertion impactées par le processus d'autorisation. RTE considère que ce délai pourra être étendu dans les cas où plusieurs demandes de raccordement sont en concurrence dans la même zone et nécessitent un envoi décalé des différentes PTF dans le respect du principe « premier arrivé, premier servi ». En effet, dans ces cas de concurrence, la bonne gestion de la file d'instruction, dans le respect des principes de transparence et de non-discrimination, nécessite d'envoyer les PTF dans l'ordre de réception des demandes, avec un délai minimal entre chaque envoi de PTF.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux modalités de suivi des zones de mutualisation autorisées par la CRE ?

RTE est favorable à la publication des données proposées par la CRE pour le suivi des zones de mutualisation, ainsi qu'à la réalisation d'un état des lieux à l'échéance du délai de validité de la quote-part d'une zone, transmis à la CRE.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

RTE a d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif.

S'agissant de la définition du montant de la quote-part unitaire, RTE souhaite préciser que le coût total études et travaux d'un ensemble d'ouvrages mutualisé comprend également le coût des dépenses associées indispensables à la création ou à l'insertion physique ou au bon fonctionnement de l'ensemble d'ouvrages mutualisés (à titre d'exemple système de protections, équipement de télécommunications, contrôle commande, génie civil, les acquisitions foncières, éventuels déplacements, déposes d'ouvrages existants etc.).

S'agissant de la situation des demandeurs disposant déjà d'une PTF à la date de la délibération portant encadrement du dispositif de mutualisation, RTE est favorable à ce que la CRE puisse prendre en compte leur situation, de manière transitoire, afin d'éviter des évolutions trop marquées de leur PTF déjà acceptées. RTE propose que les modalités selon lesquelles la CRE souhaite limiter ces évolutions de coûts soient définies dans sa délibération portant encadrement du dispositif de mutualisation.

Au-delà de ce dispositif transitoire, RTE propose que la situation des demandes disposant déjà d'une PTF à la date de publication d'une autorisation sur une zone puisse être prise en compte afin d'éviter une évolution trop marquée de leur PTF déjà acceptée, lorsqu'une mutualisation est décidée postérieurement à l'acceptation de leur PTF et impacte directement leur PTF. Ce cas pourrait se présenter, de manière pérenne, lorsque RTE a émis une ou plusieurs PTF individuelles dans une zone, et qu'à la suite de l'arrivée d'autres demandes, RTE propose d'inclure les travaux initialement facturés au travers de PTF individuelles dans un ensemble d'ouvrages mutualisé qui bénéficie à l'ensemble des clients de la zone. Cette possibilité évite que la réalisation de l'ORAM ne soit dépendante de l'avancement du ou des projets individuels déjà acceptés dans la zone.

Exemple : l'arrivée du client A nécessite l'ajout d'un AT dans une zone. En l'absence de demandes complémentaires dans la zone, RTE répond au client A par une PTF individuelle incluant cet AT pour un montant total de X M€. 9 mois plus tard, RTE reçoit plusieurs demandes de raccordement des clients B et C. Le raccordement des clients B et C est possible sous réserve que l'AT soit installé et que RTE change les conducteurs de deux liaisons existantes de la zone. RTE pourrait alors décider de mutualiser l'AT et le changement des conducteurs en sollicitant une autorisation de la CRE afin que la bonne réalisation des projets B et C ne soit pas dépendante de l'avancement du projet du client A. La PTF du client A ne prévoyant aucune réserve sur l'application d'une quote-part, RTE souhaiterait que la participation du client A à la quote-part de la zone puisse être plafonnée en fonction du montant de sa PTF initiale.

Enfin, afin de poursuivre la définition du dispositif de mutualisation, RTE prévoit de lancer au quatrième trimestre 2024 une concertation pour faire évoluer ses procédures et contrats de raccordement. Parmi les sujets à aborder en concertation, RTE a notamment identifié les sujets financiers que sont l'échéancier de paiement et les modalités de remboursement de la quote-part. Tout comme mentionné ci-dessus pour la gestion des évolutions de coûts sur les PTF déjà acceptées, il conviendra de préciser les principes d'application de l'échéancier de paiement et modalités de remboursement de la quote-part aux PTF déjà acceptées.